



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Famille, de l'Intégration  
et à la Grande Région



Luxembourg, le 10 octobre 2022

Ombudsman  
Médiateur du Grand-Duché de  
Luxembourg  
36, rue du Marché-aux-Herbes

L-1728 Luxembourg

Réf. : 2022/5669

**Objet :** Rapport annuel du Médiateur 2021

Madame le Médiateur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre courrier du 17 août 2022 par lequel vous m'avez transmis votre rapport d'activité pour l'année 2021 et je vous en remercie.

J'ai pris connaissance des différentes observations et recommandations que vous avez émises dans votre rapport et qui concernent le Fonds national de la solidarité (FNS) et la Caisse pour l'avenir des enfants (CAE).

Je vous prie également de trouver ci-joint, pour chacune des problématiques traitées, ma prise de position, s'il y a lieu, ainsi que pour les cas où je l'estime nécessaire, mes propositions d'amélioration, ceci également après avoir consulté les établissements concernés.

Les affaires relevant du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, ci-après le « MIFA », sont renseignées aux pages 38-55 ainsi qu'aux pages 112 à 120 de votre rapport.

## **I. Recommandations (pages 38-55)**

Dans son rapport d'activité pour l'année 2021, le Médiateur relate deux recommandations qui visent des établissements sous la tutelle du MIFA, à savoir la recommandation No 55 concernant le Fonds national de solidarité (FNS) et la recommandation No 56 concernant la Caisse pour l'avenir des enfants (CAE).



### Recommandation No 55

#### Désavantage d'ordre administratif dans le système de demande en obtention d'une allocation de vie chère (AVC)

La recommandation a trait aux dispositions de la réglementation régissant l'allocation de vie chère et plus précisément à celles qui ne permettent pas aux demandeurs de l'AVC de faire, au cours d'une même année, une deuxième demande.

Tout d'abord, les observations du Médiateur se réfèrent à l'envoi du formulaire pré-imprimé de la demande AVC, qui est transmise aux clients du FNS (anciens bénéficiaires de l'AVC), qu'il qualifie d'envoi prématuré parce qu'au moment de l'envoi du formulaire, il se peut que les bénéficiaires auxquels le formulaire a été envoyé ne remplissent pas encore les conditions pour pouvoir bénéficier de l'allocation de vie chère. Dans ce contexte, le Médiateur relève que cette façon de procéder aurait pour effet d'induire les clients du FNS en erreur. Sont cités à ce titre deux exemples où les destinataires du formulaire pré-imprimé ne remplissaient pas encore les conditions pour obtenir l'AVC, mais les auraient remplies ultérieurement.

Ensuite, les observations du Médiateur sont relatives au cas des demandeurs dont la situation change entre le dépôt de la demande et le moment où la demande est traitée par le FNS, voire après le traitement de la demande.

Le Médiateur cite à ce titre plusieurs exemples où la possibilité pour le demandeur de faire une deuxième demande d'AVC auprès du FNS aurait permis d'obtenir le versement de la prestation.

Est notamment relevé le cas d'un demandeur qui ne remplissait pas la condition relative au plafond des revenus à un certain moment, mais l'aurait rempli à un autre moment de l'année de sorte qu'à ce moment la possibilité de faire une deuxième demande lui aurait permis d'obtenir l'AVC.

Dans le même ordre d'idées, est encore cité le cas d'un demandeur dont la situation change entre le dépôt de la demande et le moment où sa demande est traitée par le FNS, pour changer à nouveau après le traitement de la demande. Dans ce cas, le fait de pouvoir faire une deuxième demande aurait permis à la personne concernée, dont la situation s'était régularisée après le traitement de la demande, de faire une nouvelle demande lui permettant d'obtenir l'AVC.

Enfin, le Médiateur évoque encore le cas d'une personne qui rejoint une communauté domestique dont un membre avait déjà bénéficié de l'AVC de sorte que la personne ayant rejoint la communauté domestique ne pouvait plus en bénéficier et ceci même dans le cas où le premier bénéficiaire renoncerait à sa demande.

Sur la base de ces constats, le Médiateur a formulé la recommandation suivante en matière d'AVC :

Le Médiateur recommande en raison de ce qui précède d'ouvrir dès à présent la possibilité d'une deuxième demande en obtention d'une allocation de vie chère aux ménages dont aucune personne n'a bénéficié de l'allocation de vie chère la même année et de modifier ensuite les dispositions applicables et le barème de façon à ne plus exclure non plus, après un changement de communauté domestique, des personnes n'ayant pas encore bénéficié de l'aide pendant l'année en cours,





modification qui devrait prévoir les différents scénarios de changements de la communauté domestique.

Le Médiateur recommande ainsi de modifier l'article 2 (2) du Règlement du Gouvernement en conseil précité.

**Prise de position du MIFA :**

*Le MIFA a pris connaissance des observations du Médiateur qu'il a faites à propos de la réglementation relative à l'AVC et de sa recommandation y relative.*

*Comme le Médiateur a également publié la réponse du FNS qui revient en détail sur les difficultés inhérentes à la transposition de cette recommandation, je me permets de renvoyer aux observation du FNS tout en résumant encore une fois brièvement les raisons les plus importantes qui militent en défaveur de la proposition faite.*

*En premier lieu, Le MIFA souhaiterait toutefois également revenir à la remarque du FNS concernant le formulaire qui est envoyé chaque année aux anciens bénéficiaires de l'AVC alors qu'il ne s'agit pas, comme l'explique également le FNS, d'un envoi prématuré, mais d'un envoi à la base duquel se trouve une étroite collaboration entre le FNS et le Syndicat intercommunal de Gestion Informatique aux termes de laquelle des formulaires pré-remplis sont envoyés aux anciens bénéficiaires de l'AVC afin de leur faciliter le dépôt de leur demande. La procédure précise suivant laquelle cet envoi se déroule est réglementée par l'article 8 du règlement du Gouvernement en conseil relatif à l'octroi de l'allocation de vie chère pris au titre de chaque année.*

*En deuxième lieu, le FNS a déjà expliqué les difficultés techniques qui surviennent lorsque qu'on permettrait aux clients du FNS de faire une deuxième demande, celles-ci tenant au fait qu'un tel mécanisme risque de déclencher des revendications qui reviendraient à solliciter la possibilité de faire une multitude de demandes afin de saisir le moment le plus propice pour obtenir un montant déterminé de l'AVC. Ce phénomène est accentuée par le fait qu'une AVC réduite puisse également être obtenue, les montants touchés à ce titre pouvant varier du simple au double, ce qui pourrait encore motiver les demandeurs à faire de nouvelles demandes.*

*Dans son courrier, le Président du FNS mentionne encore les problèmes qui sont liés au concept de la communauté domestique et qui implique que pour une année déterminée, la composition du ménage du demandeur soit également fixée à un moment déterminé. Comme l'a expliqué le FNS, le fait de déroger à ce principe en permettant à des personnes de faire une deuxième demande dans les cas où ils rejoignent un ménage qui a déjà fait une demande, pourrait conduire à des situations de paiements dépassant les barèmes de l'AVC, de remboursements nécessaires en raison du fait que la personne qui rejoint la communauté dispose de revenus qui n'ont pas encore été pris en compte lors du premier paiement etc.*

*Enfin, Le MIFA ne s'oppose pas à des propositions destinées à améliorer la situation des plus démunis, mais il ne voit à l'instant pas quel serait le système qui pourrait être mis en place pour pallier aux difficultés exposées.*

*Le MIFA tient également à porter l'attention du Médiateur sur les nombreuses améliorations qui ont été initiées au courant des dernières années au niveau de la réglementation de l'AVC, comme les*



***augmentations répétées des montants de l'AVC, la création de la nouvelle prime énergie ou encore la prolongation du délai pour déposer la demande.***

***De même, des efforts ont été faits au niveau de la gestion des demandes alors que le Gouvernement a notamment autorisé l'engagement de personnel supplémentaire au courant de l'année 2022 pour traiter le surplus de demandes résultant de la création de la prime énergie.***

#### Recommandation No 56

#### Droit à l'allocation familiale pour un enfant du conjoint ou du partenaire d'un travailleur au Luxembourg

Dans sa recommandation, le Médiateur relate le cas d'un travailleur frontalier qui s'est vu refuser le versement d'allocations familiales pour l'un des enfants dont il pourvoit à l'entretien mais avec lequel il n'a pas de lien de filiation.

Il expose à ce titre la législation actuelle telle qu'elle résulte des articles 269 et 270 du Code de la sécurité sociale et il relève à juste titre que celle-ci a été considérée comme contraire au droit européen par un arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) du 2 avril 2020 alors qu'elle prévoit que les travailleurs frontaliers ne peuvent percevoir une allocation familiale liée à l'exercice, par ceux-ci, d'une activité salariée dans cet Etat membre que pour leurs propres enfants, à l'exclusion de ceux de leur conjoint avec lesquels ils n'ont pas de lien de filiation, mais dont ils pourvoient à l'entretien, alors que tous les enfants résidant dans ledit Etat membre ont le droit de percevoir cette allocation.

Le Médiateur relève encore que sur la base de cette décision de la CJUE, le Conseil supérieur de la sécurité sociale a retenu, aux termes d'un arrêt du 10 décembre 2020, no 2020/0259, le droit pour l'enfant concerné au maintien des allocations familiales au-delà du 31 juillet 2016.

Le Médiateur précise ensuite qu'il a été informé, qu'en pratique la CAE a mis en application différents critères afin de déterminer la réalité de l'entretien de l'enfant, dont notamment l'activité professionnelle des parents biologiques, les modalités de garde et le versement ou non d'une pension alimentaire.

Si une telle manière peut paraître conforme à la décision de la CJUE, le Médiateur estime qu'une telle approche peut aboutir à un traitement différencié entre résidents et non-résidents, alors que de tels critères ne seraient appliqués qu'à l'encontre des demandeurs non-résidents. Il rejoint à ce titre les avis de la Chambre des Salariés et de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics donnés dans le cadre du projet de loi no 7828.

Compte tenu de ce qui précède et afin de permettre de prendre pleinement acte des décisions de la CJUE et du CSSS intervenues, le Médiateur recommande partant à la CAE, en vue de ne pas maintenir une situation de traitement différenciée avérée entre les résidents et non-résidents, de permettre un réexamen des dossiers concernés par un refus ou un arrêt des prestations, décidés entre août 2016 et mars 2020, sans distinction quant à l'introduction d'un quelconque recours ou procédure de Justice.

Dans son courrier en réponse, la CAE informe le Médiateur qu'elle prend acte de ce que le Médiateur considère que le traitement actuel des dossiers en cause – et donc l'application de critères de preuve au pourvoi à l'entretien – lui semble maintenir un traitement différencié entre résidents et non-





résidents tout en relevant que l'attitude du Médiateur lui semble contradictoire alors que le projet de loi déposé par le Ministère de la Famille met justement sur un pied d'égalité le travailleur national et le travailleur frontalier. En même temps, la CAE informe le Médiateur qu'elle ne peut pas supporter sa recommandation.

Aux termes de sa prise de position à la suite de la réponse de la CAE, le Médiateur a toutefois maintenu sa recommandation.

**Prise de position du MIFA :**

*La complexité du dossier requiert une mise au point préliminaire alors qu'il y a lieu de distinguer entre deux choses différentes, à savoir d'un côté le projet de loi qui a été déposé à la suite de l'arrêt de la CJUE du 2 avril 2020 et de l'autre côté, le traitement des dossiers concernés après cet arrêt, en attendant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi.*

*Le projet de loi No 7828 tel qu'il a été déposé initialement avait opéré un changement de paradigme quant au droit à l'allocation familiale, en remplaçant le droit personnel de l'enfant résidant, par un droit du parent travailleur devant permettre dans l'optique des auteurs, d'arriver à une égalité de traitement entre le travailleur et le travailleur frontalier. C'est également à ce texte que se réfère la CAE dans sa prise de position, quitte à ce que les dispositions en question excluent toujours les enfants visés par l'arrêt de la CJUE. Il est vrai toutefois que la distinction entre enfants résidents et enfants du travailleur demeurant avec ses enfants à l'étranger, a été supprimée.*

*Les avis de la Chambre des Salariés et de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics auxquels se réfère le Médiateur, ont trait à cette première mouture du projet de loi qui met effectivement les enfants de tous les travailleurs sur un pied d'égalité. Les avis des deux Chambres par rapport à ce premier texte sont négatifs.*

*Dans son avis du 22 février 2022, le Conseil d'Etat s'oppose toutefois aussi formellement au texte proposé. En effet, le Conseil d'Etat est d'avis que les nouvelles dispositions sont de nature à créer une différence de traitement à l'égard des enfants résidents dont aucun parent n'est affilié (il s'agit par exemple des enfants d'étudiants, des enfants des indépendants qui sont dispensés de cotiser à la sécurité sociale).*

*Il s'ensuit que le Gouvernement n'avait pas d'autre choix que de changer de fusil d'épaule, la solution consacrée par les amendements gouvernementaux apportés au texte revenant à laisser subsister le droit personnel de l'enfant résident tout en étendant le droit de percevoir les allocations familiales aux enfants du conjoint ou partenaire du travailleur si celui-ci en assure l'entretien.*

*Le MIFA donne à considérer que la Chambre des salariés propose une solution analogue, encore que la question de l'entretien y est traitée différemment que dans le nouveau texte.*

*Le traitement des dossiers concernés, question à laquelle le Médiateur fait référence dans sa recommandation, est bien lié au dispositif législatif à mettre en vigueur. Il ne peut en être dissocié que difficilement pour deux raisons. D'un côté, il est avéré que les dispositions actuelles du Code de la Sécurité sociale, bien que contraires au droit européen, continuent à exister en droit positif, le juge ne pouvant pas annuler la loi. D'un autre côté, la procédure législative, devant nécessairement aboutir à une modification des dispositions contraires, est en cours. Il me paraît dès lors dangereux*



**de régler le cas des dossiers concernés d'une façon générale en dehors de tout texte définitif et en dehors de toute connaissance quant à la solution qui sera définitivement retenue.**

## **II. Réclamations (pages 112-120)**

### **1. FNS (pages 112-118)**

#### Allocation de vie chère

- Motivation des décisions [2021/31]

Dans son rapport, le Médiateur soulève deux observations à propos des décisions prises par le FNS en matière d'allocation de vie chère.

Tout d'abord, il fait noter l'absence de motivation dans le cas où le Président du FNS avait pris une décision, mais où celle-ci avait fait l'objet d'un recours devant le Comité-directeur. Dans le cas soulevé, l'observation concerne la décision confirmative du Comité-directeur, celle-ci ne renvoyant qu'à la décision du Président du FNS sans contenir aucune motivation quant au maintien du refus.

Ensuite, le Médiateur fait remarquer que d'une façon générale, les décisions relatives à l'AVC ne sont pas pourvues de la formule suivant laquelle un recours contre le refus d'allouer l'AVC peut être formé devant le Conseil arbitral.

#### **Prise de position du MIFA :**

***Comme le Médiateur le relève lui-même, une réunion a été organisée avec le Président du FNS après son intervention à la suite de laquelle le FNS a fait droit à la demande du Médiateur. C'est ainsi que le FNS complètera dorénavant les décisions confirmatives négatives du Comité-directeur afin d'y faire figurer la motivation et la base légale appliquée pour mettre le requérant en mesure de comprendre le maintien du refus de la prestation et de former le cas échéant un recours devant les juridictions.***

***Dans le même ordre d'idées, le FNS a également complété, à partir de l'année 2022, les décisions de rejet de l'allocation de vie chère par un ajout informant les intéressés sur les voies de recours, à l'instar de ce qui a déjà cours depuis longtemps pour les autres décisions du FNS.***

- Refus d'allocation de vie chère sur la base de la condition de résidence continue sur le territoire luxembourgeois [2021/32]

Le dossier examiné par le Médiateur sous ce point a trait à la situation d'un bénéficiaire de la protection internationale qui s'est vu refuser l'octroi d'une allocation de vie chère pour l'année 2021 au motif que la condition de résidence continue prévue à l'article 2 (1) b) du règlement du Gouvernement en conseil relatif à l'octroi de l'AVC n'était pas remplie.





L'article en question prévoit que « Peut prétendre à l'allocation de vie chère, toute personne qui remplit les conditions suivantes : ... b) avoir résidé au Grand-Duché de Luxembourg pendant une période de référence de 12 mois en continu précédant le mois de l'introduction de la demande en obtention de l'allocation auprès du Fonds national de solidarité ; ».

Le problème est dû au fait qu'il manque au requérant pour l'année afférente une période d'inscription sur le registre communal.

En effet, pendant la période litigieuse, le réclamant s'est retrouvé à la rue suite à une expulsion d'une structure d'hébergement.

Le Médiateur expose encore que pendant la période litigieuse, le concerné a signé un courrier pour soutenir sa demande d'adresse de référence en précisant qu'il habite dans sa voiture sur un Parking déterminé situé dans la commune.

Le Médiateur relève ensuite qu'il a informé le FNS qu'en tant que bénéficiaire de la protection internationale, le concerné devrait en principe appartenir aux personnes ayant droit à une adresse de référence conformément à l'article 25 (3) de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

Dans ce cas de figure, les seules conditions pour bénéficier d'une telle adresse de référence auprès de l'Office social territorialement compétent auraient été les suivantes :

- Ne pas avoir d'adresse au registre principal
- La compétence territoriale de l'Office social qui reçoit la demande définie par l'article 25 (1)
- La présomption de la présence du demandeur sur le territoire de la commune pendant une durée qui dépasse six mois sur une période de douze mois

Suivant le Médiateur, il ressort du dossier qu'avant le déguerpissement, le concerné avait bien résidé officiellement pendant 6 mois dans la commune concernée.

Malgré le fait que l'ensemble des critères précités avaient été remplis dans le chef du concerné et qu'il aurait dû bénéficier d'une adresse de référence sans la moindre marge d'appréciation réservée par la loi aux offices sociaux, il n'a pas reçu de réponse de la part de l'Office social à sa demande en temps utile.

Compte tenu de ces circonstances, le Médiateur a formulé une recommandation en équité, alors qu'il est persuadé que le législateur, en formulant les dispositions à l'article 2 (1) du règlement du Gouvernement en conseil relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2021, n'a pas souhaité créer de double sanction d'un demandeur qui a été privé d'une adresse de référence en raison d'une erreur administrative contraire à la loi modifiée du 19 juillet 2013 relative à l'identification des personnes physiques.

Le Médiateur regrette que le FNS n'ait pas fait droit à cette demande.

**Prise de position du MIFA :**



*Au vu des explications données, le MIFA ne saurait apprécier quelles sont les raisons pour lesquelles la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques n'aurait pas été respectée, d'autant plus qu'une telle appréciation ne relève pas de sa compétence.*

*Il y a d'ailleurs lieu de relever que l'article 25, paragraphe 3 de la loi de 2013 précitée contient une formulation légèrement différente des autres paragraphes de cet article alors qu'il dispose ce qui suit :*

*« Les bénéficiaires d'une protection internationale en vertu des articles 46 ou 51 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire demandent à être inscrits au registre principal.*

*Si des dispositions légales ou réglementaires empêchent une inscription sur le registre principal, ils peuvent bénéficier d'une adresse de référence. Par adresse de référence, il y a lieu d'entendre l'adresse locale ou nationale de l'Office national de l'accueil ou d'une personne œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique dûment agréée conformément à la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Ils sont dans ces cas inscrits à une adresse de référence s'ils sont présumés présents sur le territoire de la commune et à condition de disposer d'un accord écrit de l'Office national de l'accueil ou de la personne morale.*

*A défaut d'indication d'une adresse visée à l'alinéa 2 par le demandeur à l'inscription sur le registre principal, l'adresse de l'office territorialement compétent pour la commune tenant le registre principal sur lequel cette personne demande à être inscrite constitue l'adresse de référence ».*

*Il s'ensuit du moins qu'en ce qui concerne le critère de la résidence sur le territoire de la commune dépassant une durée de six mois sur douze mois, ne paraît pas jouer dans le cas des bénéficiaires de la protection internationale. A contrario, le fait pour l'intéressé d'avoir résidé officiellement pendant six mois dans la commune avant son déguerpissement ne constitue pas un élément permettant de lui donner une adresse de référence non plus.*

*Toujours est-il, que le MIFA ignore comme le Médiateur quelles ont été les raisons du refus de l'adresse de référence.*

*Il n'empêche que le FNS est obligé de respecter la réglementation applicable en matière d'AVC que le Médiateur a cité lui-même et qui requiert que les bénéficiaires de l'AVC résident pendant une période de référence de 12 mois en continu précédant le mois de l'introduction de la demande d'AVC sur le territoire du Grand-Duché. Cette résidence doit être vérifiable suivant consultation du registre principal, faute de quoi des abus de toutes sortes sont possibles.*

*Le MIFA conçoit bien que dans certains cas, cette réglementation peut être perçue comme contraignante et il comprend également la recommandation en équité formulée par le Médiateur. Or, le MIFA reste d'avis que si le FNS y faisait droit, il risquerait de créer d'autres inégalités par rapport aux demandeurs qui se trouvent dans un cas similaire et qui se sont vus refuser l'AVC.*

*Le MIFA ne peut par ailleurs pas recommander au FNS de ne pas respecter la réglementation en vigueur.*





- Refus de l'allocation de vie chère au bénéficiaire d'une aide financière de l'Etat pour études supérieures pendant la période de référence (2021/33)

Le Médiateur critique la décision du FNS d'avoir refusé l'allocation de vie chère sur la base de l'article 2, paragraphe 3 qui prévoyait dans la version résultant du règlement du Gouvernement en conseil du 20 novembre 2020 relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2021 ce qui suit :

« (3) Ne peut prétendre à l'allocation de vie chère :

- a) la personne qui bénéficie de l'aide financière de l'Etat pour études supérieures ; ... ».

Or, il ressort du dossier qu'en avril 2020, le concerné a reçu le dernier virement d'aide financière pour études supérieures par le CEDIES, à savoir une somme d'à peu près 3.000 euros.

Le Médiateur explique encore qu'il ressort de la décision de refus du FNS que celui-ci considère l'administré toujours comme bénéficiaire des aides pour études supérieures, même si le dernier virement est éloigné dans le temps. Le médiateur relate encore que la décision du FNS est motivée par le fait qu'il prend en considération une période de référence de 12 mois précédant la demande d'AVC pour appliquer l'article 2, paragraphe 3 du règlement. Il en résulte que si le demandeur de l'AVC a perçu une aide financière pour études supérieures au cours des douze dernier mois, l'AVC est refusée.

Le médiateur précise encore que la période de référence de 12 mois précédant la demande pris en compte par le FNS n'est pas prévue par la disposition de l'article 2, paragraphe 3 du Règlement précité, alors qu'elle est bien prévue à d'autres endroits tel qu'au niveau de la condition de résidence que le demandeur doit remplir ou au niveau des revenus qui sont pris en compte pour déterminer la limite de revenus à ne pas dépasser pour pouvoir bénéficier de l'AVC.

Au cours d'une entrevue, le FNS a reconnu que les dispositions en vigueur n'étaient pas assez claires, mais qu'il est prévu de les adopter dans le sens de l'interprétation du FNS.

Le Médiateur relève encore que le Président du FNS aurait insisté à ce que le FNS continue à appliquer les dispositions en question en suivant son interprétation, en attendant un nouveau texte. Enfin, le Président aurait ajouté que les concernés devraient faire un recours devant les juridictions s'ils entendaient contester le refus du FNS.

#### ***Prise de position du MIFA :***

***En premier lieu, il importe de noter que le règlement du Gouvernement en conseil du 19 novembre 2021 relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2022 prévoit dorénavant que « (3) Ne peut prétendre à l'allocation de vie chère : a) la personne qui a bénéficié de l'aide financière de l'Etat pour études supérieures au courant des 12 mois précédant le mois de l'introduction de la demande en obtention de l'allocation auprès du Fonds national de Solidarité ».***

***En deuxième lieu, comme le Médiateur le relève lui-même, le Président du FNS a insisté pour que le texte soit clarifié, ceci dans l'intérêt d'une bonne administration, même si le nouveau texte ne consacre pas l'interprétation du Médiateur.***



*Enfin, il ne s'agit pas de forcer les demandeurs d'AVC de devoir intenter des recours et d'après les informations du MIFA, le Président du FNS n'a pas insisté particulièrement sur ce point. Toujours est-il qu'il semble également contraire à l'égalité d'appliquer une disposition dans un sens et puis de changer d'interprétation en cours de route sans qu'il y ait une raison déterminante pour le faire, d'autant plus que la réglementation a maintenant été clarifiée dans le sens appliqué par le FNS auparavant.*

- Bénéfice du forfait d'éducation et affiliation à l'assurance maladie [2021/34]

Le Médiateur relate un cas où un bénéficiaire du forfait d'éducation s'était adressé au FNS pour savoir si une affiliation à l'assurance maladie par le fait de bénéficier du forfait d'éducation serait possible. Il est en effet apparu que la personne en question avait contracté une assurance volontaire. En même temps, des cotisations ont cependant également été prélevées sur le forfait d'éducation, la loi prévoyant ce prélèvement.

**Prise de position du MIFA :**

*Le forfait d'éducation a été instauré par une loi du 26 juin 2002 dans le but d'indemniser le parent qui n'a pas pu bénéficier des avantages des périodes d'éducation prévues à l'article 171 7) du Code de la sécurité sociale (baby-year).*

*L'article 4 de la loi du 26 juin 2002 dispose que « Le forfait d'éducation est soumis aux charges sociales et fiscales prévues en matière de pension ».*

*Au vu du laps de temps passé depuis l'institution du forfait d'éducation, il a été difficile de retracer les raisons qui sont à l'origine de la situation décrite par le Médiateur.*

*D'après les recherches du FNS, la procédure initiée en 2002 revenait, en cas de demande du forfait d'éducation, à demander aux bénéficiaires d'indiquer la Caisse de Maladie à laquelle ils étaient affiliés. Cette indication permettait au FNS de continuer les cotisations retenues à la Caisse de Maladie compétente. Or, cette indication ne permettait pas de détecter l'origine de l'affiliation (affiliation obligatoire, coassurance ou affiliation volontaire). La situation décrite par le Médiateur est probablement due à cette lacune dans la procédure, les cas d'assurance volontaire étant également rares.*

*Comme relevé par le Médiateur, le cas de la requérante a été régularisé en ce sens que l'affiliation à l'assurance maladie au Centre commun de la sécurité sociale a été effectuée d'une manière rétroactive à la date d'ouverture du droit au forfait d'éducation. Par la suite, la personne concernée a pu faire sa demande au Centre commun en vue d'obtenir le remboursement des cotisations déjà payées pour l'assurance volontaire.*

*Le FNS est en train d'élaborer une procédure ensemble avec le Centre commun afin de détecter les cas similaires à celui de la requérante. Il est évident que si de tels cas sont détectés à l'avenir, les personnes concernées seront également affiliées au Centre commun suivant la démarche prédécrite.*





- Réactivité du FNS dans un dossier de retrait du RPGH [2021/35]

Le cas cité par le Médiateur a trait à une situation où il existait un doute sur la résidence effective d'un bénéficiaire du RPGH. Le médiateur a apprécié que la situation a pu être clarifiée rapidement à la suite d'une nouvelle enquête du FNS permettant de vérifier l'exactitude de l'adresse et d'éviter ainsi le retrait du RPGH.

***Prise de position du MIFA :***

***Pas d'observations supplémentaires.***

## **2. CAE (pages 119-120)**

### Congé parental (2021/36)

Le médiateur expose le cas d'une réclamante qui bénéficiait d'un congé parental fractionné avec réduction de la tâche de 20% et qui souhaitait bénéficier d'un congé parental à plein temps après son congé de maternité. Elle souhaitait par ailleurs à ce que la partie de son congé parental fractionné soit reportée après le nouveau congé parental à plein temps.

Le médiateur critique la décision de la CAE en ce sens que celle-ci a refusé la demande de report du congé parental fractionné tel que sollicité par la requérante tout en offrant toutefois la possibilité à la requérante de renoncer à la partie restante de son congé parental fractionné, si elle souhaitait bénéficier immédiatement du congé parental à plein temps après son congé de maternité.

Le médiateur relève que, d'un côté une renonciation au congé parental restant n'est pas prévu par la loi et d'un autre côté, les dispositions de la loi seraient contradictoires alors que la loi prévoit que le congé parental à plein temps doit être pris après le congé de maternité et en même temps elle exige que tel n'est pas le cas s'il existe un congé parental fractionné qui est interrompu et dont la partie restante doit alors suivre immédiatement le congé de maternité.

***Prise de position du MIFA :***

***Les dispositions légales en cause sont claires. L'article 29sexies, paragraphe 5 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat dispose ce qui suit :***

***« (5) En cas de grossesse ou d'accueil d'un enfant pendant le congé parental donnant droit, pour le même parent, au congé de maternité ou d'accueil, celui-ci interrompt le congé parental. La fraction du congé parental restant à courir est rattachée au nouveau congé de maternité. Le nouveau congé parental consécutif au congé de maternité auquel pourra prétendre l'un des parents est alors reporté de plein droit jusqu'au terme de la fraction du congé parental rattachée au congé de maternité et doit être pris consécutivement à celle-ci ».***



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Famille, de l'Intégration  
et à la Grande Région

***Le MIFA pense également qu'il n'y a pas de contrariété de textes ici alors que la situation réglée à l'article 29sexies de la loi du 16 avril 1979 précitée vise une situation particulière où le congé parental pris par un parent est interrompu par une grossesse.***

***Comme l'application de cette disposition n'arrangeait pas la requérante, la CAE lui avait offert la possibilité de renoncer à son congé parental fractionné restant. Il ne s'agissait pas d'une obligation que la CAE entendait imposer à la requérante.***

Je vous prie d'agréer, Madame le Médiateur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Ministre de la Famille et de l'Intégration



Corinne CAHEN